

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°198 du lundi 15 novembre 2021- Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

INTERVIEW VIE DE LA NATION

Le colonel Mamadi Doumbouya face à la presse nationale P.3



Edito à vue l'Aigle

Le CNT ou la difficile gestation d'un organe de la transition

Après la nomination et l'installation des 27 membres du gouvernement de transition, l'heure est à la formation du Conseil national de la transition (CNT) devant faire office d'organe législatif pendant toute cette période. Selon la Charte de la Transition, quinze (15) des 81 sièges du futur Conseil national de la Transition (CNT) reviennent aux partis politiques. Le dépôt des dossiers de candidature au MATD se poursuit jusqu'au 25 novembre prochain...P2

Cellou Dalein Diallo à l'AG de l'UFDG
« On m'attribue des propos que je n'ai jamais tenus... »



RTG
Le discours du nouveau Directeur général, Fana Soumah



Transition
Abdoul Malick Koné remplace Ansoumane Camara "Baffoé",



Transhumance politique
Le PUP enregistre de nouvelles adhésions P.2

CNT P.2
Un leader politique souhaite revoir à la hausse le nombre des membres

Guinée
Le FNDC rencontre Mahamat Saleh de l'ONU P.4

Edito à vue d'Aigle



Le CNT ou la difficile gestation d'un organe de la transition

Après la nomination et l'installation des 27 membres du gouvernement de transition, l'heure est à la formation du Conseil national de la transition (CNT) devant faire office d'organe législatif pendant toute cette période. Selon la Charte de la Transition, quinze (15) des 81 sièges du futur Conseil national de la Transition (CNT) reviennent aux partis politiques. Le dépôt des dossiers de candidature au MATD se poursuit jusqu'au 25 novembre prochain.

Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que cette désignation des membres du CNT devient un véritable casse-tête pour les 181 partis politiques que compte le pays. Lors de la rencontre qu'ils ont eue le mardi 9 novembre au palais du peuple, avec le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD), il leur a été clairement demandé de se mettre d'accord pour désigner leurs 15 représentants au sein de l'organe législatif de la transition. Deux jours plus tard, une réunion, à l'initiative des membres de la CORED de Mamadou Sylla, s'est tenue à Dixinn pour parler entre autres du partage des 15 places des partis politiques pour le Conseil national de la transition (CNT). Cellou Dalein Diallo de l'UFDG, venu dit-on de façon inopinée à la rencontre, a appelé les uns et les autres à agir dans le sens de l'apaisement. « Je pense qu'il serait bon d'harmoniser nos idées et parler d'une même voix. Pour cela, il faut le dialogue et la concertation. On peut comprendre qu'il y a des points sur lesquels on ne s'entendra pas. Par exemple la question de détermination et l'identification des 15 représentants des partis politiques au CNT, nous sommes 181 partis. Quel est le critère de désignation, quel que soit celui qui sera retenu, parce qu'on est en train d'affirmer que tous les partis se valent, tout le monde bénéficie d'un agrément, chacun a un siège, peut-être beaucoup ont participé à des élections, mais il va falloir trouver un critère, et il n'y aura pas un critère qui permettra de satisfaire tout le monde. Mais il faut en parler, noter que voilà la proposition des uns et celle des autres, est-ce qu'il y a une possibilité d'avoir un consensus sur ça? Mais au-delà, il y a d'autres aspects importants. L'essentiel c'est de se mettre d'accord sur la manière d'organiser cette transition pour qu'on aboutisse à la mise en place d'institutions légitimes, afin que le pays retrouve sa place dans les instances internationales », a indiqué le chef de file de l'UFDG. Reste à savoir si les 181 partis politiques parviendront, à temps et sans casse, à se mettre d'accord sur le partage des 15 places qui leur sont réservées au sein du CNT. En cas de blocage persistant, le gouvernement, à travers le MATD, va devoir trancher dans le vif pour faire avancer les choses.

Kéfina Diakité

Transhumance politique Le PUP enregistre de nouvelles adhésions

Le samedi dernier, à l'instar de certaines formations politiques du pays, le Parti de l'Unité et du Progrès (PUP) a tenu son assemblée générale hebdomadaire. Une occasion que son président, Fodé Bangoura, a mise à profit pour rassurer les nouveaux adhérents en rappelant qu'au PUP, il n'y a de militants supérieurs ou inférieurs mais des militants tout court.



Depuis la chute d'Alpha Condé, l'on assiste à une recomposition du paysage politique guinéen. Plusieurs cadres et militants du désormais ancien parti présidentiel ont décidé de quitter le navire jaune pour d'autres formations politiques concurrentes. Lors de son assemblée générale du samedi 13 novembre, le PUP, le parti fondé par feu Lansana Conté, présidé aujourd'hui par Fodé Bangoura, a enregistré l'adhésion de plusieurs

militants transfuges d'autres formations politiques. Ces derniers se réclament de la Casse dénommée Kankan Koura, dans la commune de Matam.

« Nous sommes venus solliciter notre adhésion au sein du parti PUP. L'importance d'une personne est son utilité sociale... Nous, jeunes patriotes de la Casse, hier membres de plusieurs formations politiques, venons volontairement adhérer au Parti de l'Unité et du Progrès.

Nous serons des personnes ressources et capables de répondre à tous vos besoins. L'homme, ce sont les faits et le comportement », a déclaré Ibrahima Camara, le porte-parole des nouveaux adhérents. En réponse, Fodé Bangoura a tenu à rassurer les nouveaux adhérents en rappelant qu'au PUP, il n'y a de militants supérieurs ou inférieurs mais des militants tout court. « Merci pour cette adhésion et je vous dirai tout simplement que vous avez quitté chez vous, vous êtes venus chez vous. Considérez que vous êtes ici comme nous autres. Nous aurons les mêmes devoirs et les mêmes droits. Au PUP, il n'y a pas de militants supérieurs, il n'y a pas de militants inférieurs. Il n'y a que des militants tout court. La seule différence, c'est l'animation. À partir d'aujourd'hui, vous bénéficierez de la même chose que ceux là que vous avez trouvés ici depuis 1992 », a-t-il indiqué.

Tidiane Diallo

CNT

Un leader politique souhaite revoir à la hausse le nombre des membres

Le vendredi 12 novembre, dans une sortie médiatique, le président de l'Union démocratique pour le renouveau et le progrès (UDRP), Dr Edouard Zoutoumou Kpoghomou, a souhaité qu'on revoie à la hausse le nombre des membres du CNT.

« Dès le départ, nous avons dit que dans la crise qui s'annonce ou l'incompréhension qu'il y a, on ne peut pas écarter les politiques pour résoudre la crise parce qu'en fin de compte, ce sont les politiques qui vont gouverner. Et si les politiques doivent gouverner, ils doivent faire partie de la solution. Nous pensons d'ailleurs que les 15 places qui ont été octroyées aux politiques, c'est peu et même le nombre de membres du CNT (81). Il faut que le nombre soit rehaussé. Au lieu de 81, nous pensons qu'on en a besoin d'un peu plus », a déclaré Dr Edouard Zoutoumou Kpoghomou dans l'émission "Mirador" de la



radio FIM FM. Reste à savoir si son appel sera entendu par les nouvelles autorités. Pour le président de l'UDRP, l'absence du ministre Mory Condé de l'Administration du Territoire et de la

rencontre avec les leaders politiques s'apparente à du mépris, à un manque de respect pour la classe politique.

Kéfina Diakité

Interview Vie de la nation

Le colonel Mamadi Doumbouya face à la presse nationale

Le dimanche 14 novembre 2021, la RTG a diffusé en intégralité une interview exclusive que le président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a bien voulu accorder à la presse nationale au palais Mohamed 5. En plus d'Adèle Camara de la RTG, il y avait deux journalistes de la presse privée (Moussa Moïse Sylla d'Espace TV, Aboubacar Diallo de FIM FM).



D'entrée de jeu, le président du CNRD, président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a expliqué les raisons qui ont poussé l'armée à s'emparer du pouvoir le 5 septembre 2021. Parmi ces raisons, il a cité entre autres :

la division des Guinéens sur des bases irrationnelles (ethnie, région, religion), la politisation à outrance de l'administration publique, les graves atteintes aux droits de l'homme, les morts à répétition dans les manifestations, la

justice aux ordres, la modification constitutionnelle, la corruption, le clientélisme, le détournement. Il y avait donc la nécessité de restaurer la démocratie pour redonner espoir aux Guinéens de tous les bords politiques. A propos

de la durée de la Transition, le tombeur d'Alpha Condé précise que cette importante décision reviendra au CNT (Conseil national de la Transition), tout en rappelant qu'il n'y a pas que les politiques dans notre pays, qu'il y a d'autres composantes dont les avis doivent être pris en compte. Il demandera à la Communauté internationale, notamment à la CEDEAO, d'accompagner la Guinée pendant cette transition. Après avoir soutenu qu'il n'y a aucune crise qui nécessiterait l'envoi d'un envoyé spécial ou d'un médiateur étranger en Guinée, il a estimé que les Guinéens sont suffisamment mûrs et tout à fait conscients de l'impérieuse nécessité de se parler, de se pardonner, de se donner la main et de regarder dans la même direction pour poser ensemble les bases d'un développement harmonieux et durable de leur pays particulièrement gâté par la nature mais dont les habitants continuent de vivre

dans la précarité après 63 ans d'indépendance. Le cas Alpha Condé a été également abordé au cours de cette interview. Le colonel Mamadi Doumbouya indiquera que la justice jouera pleinement son rôle dans ce dossier qui continue de faire débat dans la cité et qui préoccupe les partisans de l'ancien président. L'entrée des politiques (Ousmane Gaoual, Abé Sylla, Bill de Sam) dans le gouvernement a été justifiée par le locataire du palais Mohamed 5. Parlant de la mise à la retraite des agents des forces de défense et de sécurité (en attendant celle des civils), il expliquera que la retraite, loin d'être une punition, est un droit que chaque travailleur (civil ou militaire) est appelé un jour à faire valoir. Ce qui permettra de dégager de la place pour les jeunes au sein de l'armée, de la gendarmerie, de la police et de la fonction publique.

Kéfina Diakité

UFDG

Fodé Oussou Fofana répond aux détracteurs de Cellou Dalein Diallo

Fodé Oussou Fofana, vice-président de l'UFDG, dans une tribune publiée dans la presse, a tenu à répondre aux détracteurs de son chef hiérarchique qui n'est autre que Cellou Dalein Diallo, présenté à juste raison comme l'un des favoris de la prochaine présidentielle en Guinée.

« Si certains politiciens pensent que la morale n'a pas sa place en politique, chez nous la morale est un sacerdoce ...

Sur ce, le président Cellou ne peut pas prendre part à une réunion d'une coalition de partis politiques sans mandat de son parti et de celui de sa coalition politique..

Il s'est forgé ses valeurs depuis qu'il est rentré en politique en prenant la tête de L'UFDG...

C'est le seul leader du paysage politique Guinéen qui a le plus souffert de trahison et de retournements de vestes, mais jamais ces actes n'ont entamé sa détermination en l'amitié et aux relations séculaires

entre Guinéens..C'est pourquoi, il est important de préciser qu'avant son départ pour l'Europe, le président Cellou avait eu un entretien avec Dr Doré qui lui avait suggéré de prendre le leadership de

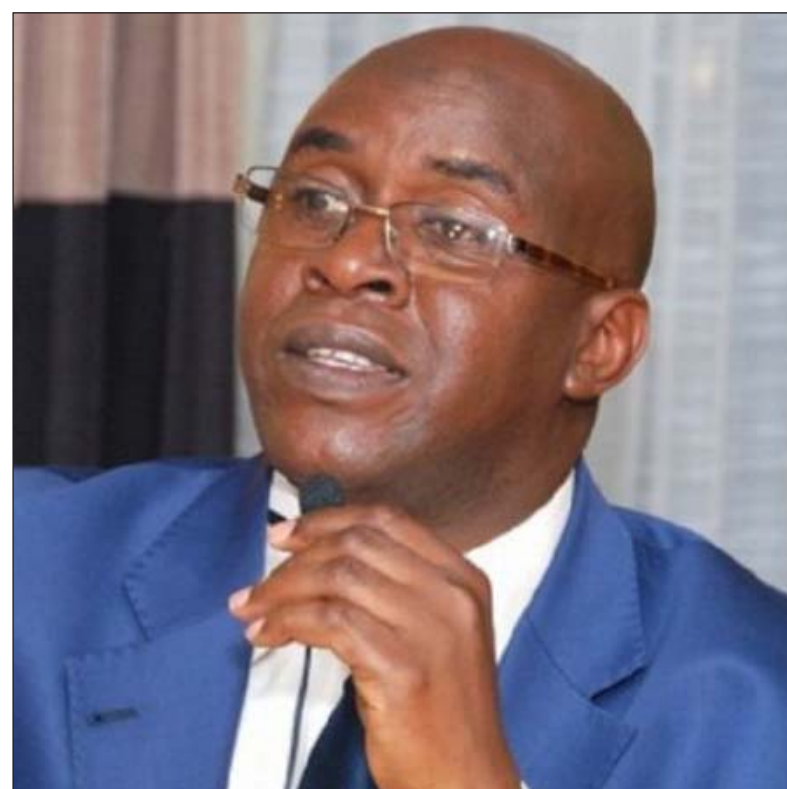
réunification de la classe politique GUINÉENNE. il avait tout naturellement accepté le principe en attendant son retour de sa tournée Européenne..En Europe, le président Cellou appellera Mamadou Sylla au téléphone souhaitant le rendre visite et ce malgré leurs divergences sur le fait qu'il n'ait pas reconnu ce dernier comme chef de file de l'opposition du défunt régime de Alpha assorti de la dernière Constitution tronquée et imposée au peuple de Guinée.

Mamadou Sylla dira au président qu'il est déjà de retour en Guinée. Il lui a ainsi promis de le rendre visite dès son retour au pays..

Le jour de cette rencontre et en route pour Dixinn, le président Cellou appellera Mamadou Sylla pour dire qu'il arrive bientôt à son domicile.... Arrivé chez Mr Sylla, le président ne sachant pas qu'il y avait là une rencontre d'une

coalition de partis politiques s'est bien entendu entretenu en aparté dans un salon avec avec M Sylla accompagné de M Doré et d'un autre ...

C'est quand Mamadou Sylla a convié les autres membres de la coalition à la rencontre qui était pour sa part une visite de courtoisie qu'il a décidé gentiment de prendre congé de M Sylla puisque n'ayant aucun mandat de L'UFDG ni de L'ANAD pour prendre part à cette rencontre. Cette clarification est importante et Mr Sylla peut en témoigner pour sa crédibilité personnelle. L'opinion doit savoir une chose que L'UFDG et L'ANAD se battent pour une transition apaisée qui aboutira à l'organisation d'élections libres et transparentes..A ce titre, elles sont ouvertes à toutes initiatives allant dans ce sens pourvu que cela se passe dans le respect des règles de bienséance requises. Pour sa crédibilité et l'intérêt supérieur



de la nation, j'en appelle à la classe politique Guinéenne ; Avançons ensemble sans autres considérations subjectives pour arriver à un ordre constitutionnel normal »,

a écrit Fodé Oussou Fofana, vice-président de l'UFDG.

Une synthèse de Tidiane Diallo

Cellou Dalein Diallo à l'AG de l'UFDG

« On m'attribue des propos que je n'ai jamais tenus... »

Cellou Dalein Diallo a mis à profit l'Assemblée générale virtuelle de l'UFDG qui s'est tenue le samedi 13 novembre, pour se réjouir des vagues d'adhésions à son parti constatées ces derniers temps. Il a par ailleurs envoyé des piques à ceux qu'il considère comme des "jaloux" prêts, selon lui, à opposer l'UFDG au CNRD.



C'est le mardi 02 novembre 2021, que le président du CNRD, président de la

transition, chef de l'Etat, chef suprême des armées, le colonel Mamadi Doumbouya, a nommé deux ministres. Mme Fatoumata Yarie Soumah, notaire, a été nommée ministre de la Justice, Garde des Sceaux. L'ancien boxeur, Lansana Béa Diallo, a été promu ministre de la Jeunesse et des Sports. Il est l'homonyme de feu Lansana Bévogui (Premier ministre de Sékou Touré). Reste à savoir maintenant si Béa Diallo sera à la hauteur, sachant que la Jeunesse et les Sports sont deux secteurs très difficiles à gérer dans notre pays. A rappeler que la Guinée est désignée par la CAF pour abriter la CAN 2025. Le nouveau ministre des Sports va devoir faire de ce dossier une de ses priorités. Dans l'immédiat, il y a la participation du Syli national à la prochaine CAN au Cameroun. Un premier test pour l'ancien boxeur.

Tidiane Diallo

Guinée

Le FNDC rencontre Mahamat Saleh de l'ONU

Le jeudi 11 novembre 2021, une délégation de la coordination nationale du FNDC a eu un échange avec le représentant spécial des Nations Unies pour l'Afrique de l'ouest et du Sahel, Mahamat Saleh Annadif.

« Cette visite du diplomate onusien en Guinée a pour objet de s'entretenir avec les nouvelles autorités et les acteurs de la vie sociopolitiques du pays.

Avec Mahamat Saleh Annadif, les échanges ont porté essentiellement autour de la lecture du FNDC sur la transition en cours dans notre pays et ses attentes pour sa réussite dans un climat apaisé.

La délégation du FNDC a remercié l'émissaire des nations unies pour l'intérêt qu'il accorde à la Guinée qui entame une nouvelle phase de son histoire après plusieurs années tumultueuses de combat pour la sauvegarde des acquis démocratiques.

* De l'ouverture et de la disponibilité du mouvement à accompagner la transition pour un retour normal à l'ordre constitutionnel.



* De son intérêt à tout mettre en œuvre durant cette période d'exception pour que cette transition ne soit pas une occasion ratée pour le peuple martyr de Guinée.

Pour sa part, le représentant spécial des Nations unies, Mahamat Saleh Annadif a rappelé les actions de son institution à accompagner la transition guinéenne pour un retour à l'ordre constitutionnel.

Enfin, les deux parties ont convenu de maintenir un contact régulier pour continuer à apprécier l'évolution de la situation sociopolitique du pays. », a écrit la coordination nationale du FNDC.

Tidiane Diallo

Direction générale de la Police

Abdoul Malick Koné remplace Ansoumane Camara "Baffoé", envoyé à la retraite

Après l'Armée et la Douane, c'est au tour de la Police nationale de connaître un véritable coup de balai de la part des autorités de la transition, à leur tête, le colonel Mamadi Doumbouya, président du CNRD, chef de l'Etat, chef suprême des Armées.



En effet, le mardi 9 novembre, dans un décret lu à la télévision nationale, le nouvel homme du pays a nommé Abdoul Malick Koné au poste de Directeur Général de la Police nationale, en remplacement de l'inspecteur général de police Ansoumane

2 Camara, connu sous le sobriquet de Baffoé et qui est appelé en même temps à faire valoir ses droits à la retraite.

Quant au commissaire divisionnaire de Police, Pierre Cédy, il devient le nouveau Directeur général Adjoint de

la Police nationale, en remplacement du contrôleur général, Mamadou Camara, envoyé lui aussi à la retraite.

A rappeler que c'est au total 537 agents de la police qui ont été envoyés à la retraite. Beaucoup s'attendent désormais à ce que le

locataire du palais Mohamed V se penche dans la foulée sur la situation des agents de la fonction publique qui refusent littéralement de faire valoir leurs droits à la retraite, pour certains après 40 ans de services. Ce qui permettra de recruter des jeunes qui piaffent d'impatience pour servir la nation qui les a formés et éduqués. La retraite, pour un travailleur du

public ou du privé, est loin d'être une punition, c'est plutôt un droit que chacun est appelé un jour à faire valoir. On ne peut pas faire son temps, celui de ses enfants et celui des ses petits enfants. Il faut accepter de passer dignement la main quand l'heure de la retraite sonne à sa porte.

Kèfina Diakité

Lisez le journal numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

RTG

Le discours du nouveau Directeur général, Fana Soumah

Le vendredi, 12 novembre, Fana Soumah, le nouveau directeur général de la radio télévision guinéenne (RTG) a été installé dans ses fonctions. Nous vous proposons ici l'intégralité de son discours d'installation.



« Monsieur le représentant du CNRD, Monsieur l'inspecteur général du ministère de l'Information et de la communication, Chers collaborateurs, amis et travailleurs de la RTG, A vos rangs, grades et qualités. Mesdames et Messieurs, Chers invités. En ce jour solennel, je voudrais rendre grâce à notre Dieu créateur pour tous ses bienfaits en ma faveur. Ensuite, remercier le Chef de l'Etat, Président de la République le Colonel Mamadi Doumbouya à travers la ministre de l'Information et de la communication, Madame Rose Pola Pricémou, pour cette confiance portée sur ma modeste personne pour diriger notre « maison mère commune », je veux nommer, la RTG. C'est aussi l'occasion d'avoir une pensée pour ma famille. Pour moi, cette promotion est un véritable défi à relever, au regard de nombreux problèmes auxquels la RTG est confrontée. Je mesure l'immensité des tâches, surtout en cette période d'espoir et de renouveau. Mais ne dit-on pas que les plus grands obstacles peuvent être franchis grâce à des volontés bien assises ? C'est ce que nous tenterons de faire ensemble, vous et moi, car ce métier fascine, malgré tout. Et il faut beaucoup de passion pour l'exercer. Ici à la RTG, nous avons cette passion doublée de patriotisme. Oui, ensemble nous le ferons, puisque nous sommes le média de service public, la vitrine de la Guinée, le

symbole de l'union, le creuset du vivre ensemble. En un mot, nous tenons au rassemblement des guinéens comme à la prunelle de nos yeux. Mesdames et Messieurs, Chers invités, Aujourd'hui la concurrence est rude et la technologie avance à une vitesse exponentielle. L'aventure s'annonce donc difficile. C'est pour cela nous sollicitons de l'appui du Président de la République, le Colonel Mamadi Doumbouya et de son Gouvernement afin de nous doter de moyens conséquents pour que la RTG reprenne sa place de média leader dans la sous région. Oui c'est possible avec le concours de tout un chacun. Car, seuls les plus intelligents, passionnés et courageux feront cette aventure, parce que nous sommes tenus par ce qu'on appelle obligation de résultats. Mesdames et Messieurs, Chers invités, A vous chers collaborateurs, je vous tends la perche. Nous ferons chemin ensemble dans la discipline avec pour seul et unique mission : servir la Nation. Nous devons rompre avec les vieilles pratiques. La RTG doit redevenir cette famille que nous avons connue. La RTG doit pouvoir tout simplement rester proche des auditeurs et téléspectateurs. L'homme de média que nous sommes doit toujours être au service du public. Refusons d'être des journalistes et techniciens instrumentalisés. Parce que nous devons apprendre à nous faire respecter, pour sauver

tout simplement notre crédibilité. Chaque guinéen, où qu'il soit, doit être fier de sa radio et de sa télévision. Je vous prie de ne pas dissocier la RTG1 et la RTG2. C'est la même maison. C'est unis, que nous serons forts. Avec l'aide des autorités et partenaires, nous allons mettre un point d'honneur sur la formation de nos techniciens et journalistes. La maison en a grand besoin. Mesdames et Messieurs, Chers invités, Avant d'en finir avec cette prise de parole, je voudrais assurer mon cher ami, mon prédécesseur, mon DG monsieur Sékouba Savané que mon bureau restera le sien. Nous aurons besoin de ses conseils pour aider la RTG dans sa marche vers le rassemblement. Qu'il soit vivement remercié pour le service rendu à la Nation. C'est aussi le cas de tous les anciens de la maison. Nous avons besoin de leurs expériences et de leur savoir-faire. Chacun a sa place ici à la RTG. Que personne ne se mette à l'écart. On a besoin de toutes les intelligences et compétences de ce pays, même en dehors de la maison. Croyez-moi chers travailleurs de la RTG, je ne suis pas un chef mais un collaborateur. Je reste le même Fana Soumah que vous avez connu. A tous, merci de votre aimable attention. RTG pour Tous et Tous pour la RTG. Que Dieu vous bénisse. », a déclaré Fana Soumah.

Tidiane Diallo

Gouvernement de transition Le regard critique de l'activiste Doussou Condé

Le jeudi 11 novembre 2021, dans l'émission «Mirador de FIM FM, Mme Sanoh Doussou Condé, membre du RPG et activiste résidant aux États-Unis, a jeté un regard critique sur le gouvernement de transition mis en place par le colonel Mamadi Doumbouya.



« Mes chers compatriotes, le gouvernement, c'est Alpha Condé sans Alpha Condé. La seule chose que ces gens-là font de bon aujourd'hui, c'est les décrets tous les matins. L'implication de Sonoko, le commerçant d'Alpha Condé, a beaucoup joué dans la nomination de monsieur Mohamed Béavogui. Quant au gouvernement, vous voyez que c'est le copinage : l'ami de Boubacar Diallo, le cousin de tel, la copine de la tante de Paul. Regardez ce gouvernement. Il faut arrêter de se battre dans ce pays. Les jeunes diplômés sont allés en prison, leurs familles malmenées au vu et au su de ce monsieur Doumbouya et ses collègues parce que c'est eux la branche armée. Tu ne peux faire aucun reproche à Baffoe sans le faire aux Balla Samoura là, ne pas impliquer le colonel Mamadi

Doumbouya. Le vrai Premier ministre, c'est Amara, qui raconte ce qu'il veut à longueur de journée. Il pense qu'il est notre père. Ils sont nos enfants. Il fait la même chose que Diané... Amara Camara, son professeur actuel c'est Kiridi Bangoura. Il se déplace pour aller chez ce dernier qui lui apprend comment gérer le secrétariat général du gouvernement. Ce nouveau pouvoir, quand je les vois fonctionner, c'est Alpha Condé qu'il fallait dégager mais le système continue. Ne croyez pas qu'ils se boudent entre eux. Le seul chef suprême, comme au temps d'Alpha Condé, c'est le colonel Mamadi Doumbouya. Tout tourne autour de sa personne. Les nominations ont été faites dans la merde la plus absolue. », a martelé Mme Sanoh Doussou Condé.

Kèfina Diakité

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Décrets

Nomination de l'Agent judiciaire de l'Etat et du DG de la RTG

Le mercredi 10 novembre, le président du CNRD, président de la transition, chef de l'Etat, chef suprême des Armées, le colonel Mamadi Doumbouya a signé deux décrets de nomination du DG de la RTG et de l'Agent judiciaire de l'Etat.



Mohamed Sampil, précédemment avocat au barreau de Guinée, a été nommé Agent judiciaire de l'Etat. Ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, en 2009,

il avait eu maille à partir avec les dirigeants de la transition conduite par le bouillant capitaine Moussa Dadis Camara. Quant au présentateur-

vedette du JT, Fana Soumah, il a été nommé Directeur général de la Radiodiffusion télévision guinéenne (RTG), en remplacement de Sékouba Savané.

Pour rappel, il y a quelques semaines, le syndicat des travailleurs de la RTG, à travers un memorandum, avait clairement et ouvertement menacé de déclencher une grève illimitée si leurs revendications suivantes ne sont pas satisfaites : l'amélioration de leurs conditions de travail ; l'engagement à la fonction publique des stagiaires de la RTG Koloma et Boulbinet ; la réhabilitation de la RTG Boulbinet ou RTG 2 ; la formation des cadres et du personnel de la station ; le paiement des ristournes et primes des reporters et techniciens de la RTG bloqués depuis deux ans sans justification par le directeur général ; le rétablissement des

journalistes animateurs et des émissions injustement suspendus sans note de service ; la fin des actes de discrimination ciblés contre certains travailleurs alimentés par le directeur général ; le rééquipement de la RTG ; des audits liés autour de l'utilisation des fonds décrochés du droit d'images de la société française TEMA. Il y a eu par la suite des négociations pour éviter d'aller en grève. Avec le départ acté de Sékouba Savané, il est à espérer que son successeur, Fana Soumah, saura relever les défis qui l'attendent dans ses nouvelles fonctions.

Kéfina Diakité

Transition guinéenne

L'ANAD se prononce en faveur de la désignation d'un émissaire international

Dans un communiqué rendu public le vendredi 12 novembre, l'Alliance nationale pour l'alternance démocratique (ANAD), que préside Cellou Dalein Diallo, à travers sa Cellule de Communication, se prononce clairement en faveur de la désignation d'un émissaire international « crédible », tout en réitérant son soutien au CNRD.

« Sous la présidence de son Président Elhadj Mamadou Cellou Dalein Diallo, la plénière de l'ANAD s'est tenue le Jeudi 11 Novembre 2021.

A la majorité des membres présents, les décisions suivantes ont été prises :

1. *Du soutien de l'ANAD aux nouvelles autorités suite à la mise en place du gouvernement de la transition.*

La plénière de l'ANAD maintient sa position de soutien aux nouvelles autorités pour une transition réussie dans un délai raisonnable (15 mois). Cependant, l'ANAD s'inquiète de l'absence prolongée de dialogue dans la conduite de la transition. Ce manque de dialogue s'est fait sentir dans l'adoption de la charte et la mise en place du gouvernement de la transition. Par conséquent, l'ANAD se doit de poursuivre sa démarche pour trouver un créneau de dialogue avec le CNRD et le gouvernement pour régulièrement rapprocher davantage les positions.

2. *De la mise en place du CNT comme organe législatif de la transition représentant la majorité des guinéens.*

L'ANAD déplore le nombre 15 de places accordées aux partis

politiques sur un total de 81. Elle constate l'impossibilité de répartir 15 places entre 181 partis politiques agréés sur la base du principe que tous les partis politiques sont égaux (principe rappelé aux partis politiques le 10 Novembre 2021 au palais du peuple par le Secrétaire général du ministère de l'Administration du Territoire). Par conséquent, la plénière mandate le Président de l'ANAD à adresser un courrier au ministère de l'Administration du Territoire par rapport à l'augmentation du nombre de places accordées aux partis politiques et la clé de répartition des places après avoir consulté les formations politiques qui avaient accepté d'harmoniser leur position avec l'ANAD lors de la rédaction de nos mémorandums respectifs.

3. *De la question de la médiation proposée par le sommet de la CEDEAO tenu le 7 Novembre 2021.*

Bien que l'intervention militaire salubre du 5 Septembre 2021 et les actions posées par le CNRD soient une étape décisive pour le retour à l'ordre constitutionnel et un pas important de la résolution de la crise politique d'avant le 5 Septembre 2021, l'ANAD trouve nécessaire la désignation d'un émissaire international



« crédible » et « dédié » à la cause Guinée. Cette désignation en concertation avec les autorités guinéennes est nécessaire pour d'une part la prévention d'éventuelles crises qui pourraient venir de l'aggravation des désaccords dus au manque de dialogue constaté entre les nouvelles autorités et les forces vives et d'autre part rassurer les partenaires techniques et financiers de la transition sur la

bonne marche de la transition chaque fois que c'est nécessaire.

4. *De la récupération des domaines de l'Etat par le ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire à travers la Direction Nationale du Patrimoine Bâti et non Bâti Public.*

L'ANAD ne s'oppose pas à la démarche de la récupération des domaines publics et privés de

l'Etat par la résiliation de contrats de bail ou par décision d'expropriation. Cependant, l'ANAD exige que la procédure obéisse au respect scrupuleux des textes et lois en la matière en République de Guinée. », a écrit la Commission Communication de l'ANAD.

Kéfina Diakité

Centrafrique

Le mandat de la Minusca renouvelé pour un an de plus

La Minusca, l'une des plus importantes missions de maintien de la paix de l'ONU a été renouvelée pour un an vendredi 12 novembre par le Conseil de sécurité. Et le renforcement des troupes décidé en 2020 est bien confirmé pour 12 mois de plus. Mais la Russie et la Chine se sont abstenus lors du vote.

Deux abstentions sur le renouvellement du mandat de la Minusca, et des accusations importantes de l'ONU même pas mentionnées dans le texte. La Russie a expliqué s'être abstenue à cause de « scandales » concernant la Minusca. Les États-Unis ont

eux regretté que les violations des droits humains des mercenaires russes Wagner aient dû être passés sous silence, ainsi que l'attaque du 1er novembre commise contre le bus de casques bleus égyptiens, qui a essuyé les tirs de la garde du président Touadéra.

Accompagner le cessez-le-feu

L'ambassadeur français Nicolas de Rivière a mis en garde contre Wagner à l'issue de la réunion : « La présence de Wagner en Centrafrique est profondément déstabilisante. Elle constitue un facteur de guerre et non un facteur de

paix. Les preuves s'accumulent sur les exactions commises par ce groupe : les arrestations extrajudiciaires, les exécutions sommaires, les violences sexuelles et basées sur le genre, les menaces exercées contre des défenseurs des droits de l'Homme, les entraves à l'accès humanitaire. Tout cela est inacceptable et bien documenté. »

Il a rappelé que la Minusca était renouvelée pour accompagner le cessez-le-feu déclaré le 15 octobre par le président Touadéra.

RFI

Coopération

Le Mali et la Russie résolus à poursuivre leur coopération militaire



Les chefs des diplomaties russe et malienne ont réaffirmé jeudi leur volonté de poursuivre le partenariat militaire entre les deux pays, arguant d'un risque terroriste renforcé par le retrait partiel des troupes françaises.

« Chaque fois que le Mali a été dans des situations difficiles depuis notre indépendance, la Russie a toujours été avec nous », a déclaré le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, lors de négociations à Moscou.

« Nous sommes dans une situation difficile et nous nous tournons encore vers cet ami pour qu'il puisse nous aider à en sortir », a-t-il poursuivi, précisant que « jusqu'à

80% » des équipements militaires de son pays sont d'origine russe.

Son homologue, Sergueï Lavrov, a indiqué que Moscou continuerait de livrer « des équipements, des munitions, des armements » et à former des officiers maliens pour que Bamako puisse se défendre « efficacement » contre la menace terroriste.

Ces derniers mois, les relations entre la France, ex-puissance coloniale et partenaire historique, et le Mali se sont dégradées, après un nouveau coup d'Etat à Bamako.

Dans la foulée, Paris a entrepris en juin de réorganiser son dispositif militaire au Sahel, en quittant

notamment ses trois bases les plus au nord du Mali pour le recentrer autour de Gao et Ménaka, aux confins du Niger et du Burkina Faso.

Ce plan prévoit une réduction des effectifs, de plus de 5.000 actuellement, à 2.500-3.000 d'ici 2023.

Avec ce retrait annoncé, « les terroristes se sentent de plus en plus à l'aise » au nord du Mali, a soutenu jeudi Sergueï Lavrov.

Lui et Abdoulaye Diop ont également démenti tout contrat entre Bamako et des sociétés militaires privées russes, une possibilité qui inquiète Paris.

« Aucun contrat n'a été signé dans ce secteur », a affirmé M. Diop, selon ses propos traduits en russe, ajoutant que ces allégations visaient à discréditer Bamako.

Selon M. Lavrov, Moscou n'intervient pas dans les activités de ces « structures créées par des citoyens russes qui concluent eux-même leurs contrats ».

Des mercenaires russes, notamment du groupe Wagner, ont été signalés ces dernières années en Syrie et en Afrique. Des Occidentaux les accusent de servir les intérêts de Moscou, sous couvert d'activités privées, ce que dément le Kremlin.

AFP



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Pourquoi le site www.kefinafasso.com

Depuis l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'on constate, avec bonheur, que des sites se sont créés en Guinée pour rapprocher davantage les populations des réalités des divers domaines de la vie nationale : politique, économie, culture, société, sport, santé, environnement, mines, développement durable, etc.

En lançant officiellement ce nouveau site d'information, dénommé www.kefinafasso.com, il est loin de nous la prétention de peindre en noir ou de brocarder tout ce qui a été fait à ce jour par la presse en ligne de notre pays.

«Kefinafasso» se donne pour mission principale, en toute indépendance, la collecte, le traitement et la publication des informations fiables et crédibles sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

L'objectif visé est de se positionner dans l'espace médiatique comme un site indépendant d'information tous azimuts pour rassembler les citoyens qui font de la Nation le cadre déterminant de l'action politique, et de la politique sociale un fondement de la Fraternité, composante essentielle de l'unité nationale.

L'administration et la rédaction du site «kefinafasso» se distingueront, en tout temps, par leur ouverture aux critiques et suggestions pertinentes qui, à coup sûr, leur permettront de s'amender et de corriger éventuellement des erreurs commises dans le processus de collecte, de traitement et de publication des informations.

La Guinée, notre pays, au regard de son passé qui divise plus qu'il ne rassemble ses fils, mériterait enfin que l'on lui déblaye le chemin menant à un développement harmonieux et multisectoriel. Pour ce faire, les médias en général et les sites d'information en particulier se doivent de jouer un rôle positif dans la construction d'une nation que nous voulons tous prospère et débarrassée définitivement de l'ethnocentrisme, du communautarisme, du régionalisme et du clientélisme sous toutes leurs formes. C'est cette mission ô combien noble et exaltante que le site «kefinafasso» ambitionne de mener sur le vaste chantier de l'information et de la communication au service exclusif des Guinéens de tous bords. Bienvenue et bonne lecture sur www.kefinafasso.com

La Rédaction

Soudan

Nomination d'un nouveau Conseil de transition sans le bloc pro-civils

Le général Abdel Fattah al-Burhane, auteur d'un putsch au Soudan fin octobre, a nommé jeudi un nouveau Conseil de souveraineté, dont ont été exclus les représentants du bloc réclamant un transfert du pouvoir aux civils.

Après la chute en 2019 du dictateur Omar el-Béchir, un Conseil de souveraineté, composé de civils et militaires, avait été mis en place pour chapeauter la

transition vers la démocratie sous la présidence du général Burhane.

Le 25 octobre, ce dernier a dissous toutes les institutions, décrété l'Etat d'urgence et arrêté la plupart des dirigeants civils du pays.

Depuis des jours, les militaires annonçaient la formation « imminente » d'autorités pour mener le pays vers des élections libres, assurant seulement avoir dû écarter des dirigeants civils

qui n'étaient pas d'accord avec eux sur le chemin à prendre vers la démocratie.

Le gouvernement, dont plusieurs ministres sont toujours détenus et le Premier ministre Abdallah Hamdok en résidence surveillée, n'a, lui, jusqu'ici pas été remplacé et ses membres continuent de se revendiquer comme les seules autorités « légitimes » du pays.

Avec son décret de jeudi soir, le général Burhane conserve

la présidence du Conseil de souveraineté, a annoncé la télévision d'Etat. Le général Mohamed Hamdan Daglo, dit « Hemedti », à la tête des très puissantes Forces de soutien rapide, des paramilitaires accusés d'exactions dans la région du Darfour (ouest) ou lors de la répression de la révolte anti-Béchir, reste son numéro deux.

Le nouveau Conseil de souveraineté, comme l'ancien, compte 14 membres. Seuls 13 noms ont toutefois été annoncés par la présentatrice de Sudan TV. Le quatorzième membre doit représenter l'Est du pays, où des manifestants ont bloqué pendant un mois et demi le poumon commercial du Soudan, Port-Soudan, et ses docks, et n'a visiblement pas encore été accepté par tous. Sur les 13 noms annoncés, seuls quatre sont nouveaux. En lieu et place des quatre représentants des Forces de la liberté et du changement (FLC), l'union des forces civiles née de la révolte anti-Béchir, dont certains ont été arrêtés le jour du coup d'Etat, quatre personnalités

non-partisanes ont été choisies.

Parmi eux figure Abou al-Qassem Bortoum, un homme d'affaires qui avait plaidé la normalisation avec Israël – projet-phare des militaires au pouvoir depuis 2019 –, posée comme condition par Washington pour sortir le Soudan de sa liste noire des Etats soutenant le « terrorisme ».

Autre nouveau membre du conseil: Salma al-Moubarak, issue d'une grande famille soufie du Soudan. Sans passé politique, elle est la deuxième femme du Conseil avec Raja Nicola, la représentante de la minorité chrétienne copte qui conserve son poste.

Les neuf membres qui se maintiennent au Conseil de souveraineté sont des représentants de l'armée ou de groupes rebelles armés ayant signé fin 2020 la paix avec Khartoum après des années de conflits meurtriers aux quatre coins du pays.

Belga

Comment l'Afrique spatiale décolle

DISTINCTION. Tous les deux ans, l'AASO remet son trophée à une personnalité qui s'est distinguée en Afrique dans la promotion des sciences aéronautiques et spatiales.

La D^{re} Abimbola Alale, CEO de Nigeria Communications Satellite, reçoit son prix des mains de Sékou Ouedraogo, fondateur de l'AASO (African Aeronautics & Space Organisation). © Thierry Vigoureux

Dans les salons prestigieux de l'Aéro-Club de France à Paris, la D^{re} Abimbola Alale, CEO de Nigeria Communications Satellite (NigComSat), a été récompensée hier pour ses actions dans le domaine de l'aérospatiale au Nigeria et plus généralement en Afrique. Le CV de la scientifique nigériane fait état, entre autres, du prestigieux MIT américain et comporte de hautes fonctions dans plusieurs instances internationales.

La D^{re} Abimbola Alale cumule une carrière de plus de dix-sept ans dans la recherche spatiale. © Thierry Vigoureux Et Sékou Ouedraogo, président de l'AASO (African Aeronautics & Space Organisation), est très fier que le millésime 2021 soit décerné à

une femme, la première dans le monde à diriger un opérateur satellitaire, Nigeria Communications Satellite (NigComSat) en l'occurrence. Des personnalités sont venues la saluer comme Nora Berra, qui fut secrétaire d'Etat chargée de la Santé, ou l'astronaute Jean-Loup Chrétien. Des conférenciers, comme, le CEO d'Euroconsult, Pacôme Révillon, ont permis de resituer l'importance du spatial pour le développement de l'Afrique. Les applications civiles sont nombreuses avec des retombées économiques immédiates, comme la création de cadastres, la surveillance maritime, la prévention et la gestion des catastrophes météorologiques. À ce jour, on ne compte que 44 satellites africains sur un total de plus de 2 500 dans l'espace.

La recherche spatiale, un enjeu sur le continent africain Sékou Ouedraogo se félicite de voir la création de l'agence spatiale africaine, dont le siège est au Caire, même si son

développement est un peu ralenti par la pandémie. Cet ingénieur, diplômé Polytech Nantes, titulaire d'un master de l'École nationale supérieure des mines de Paris et d'un troisième cycle en relations internationales approfondies du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris (CEDS), a travaillé sur la régulation du troisième étage d'Ariane V. Actuellement, il est, depuis quinze ans, chef de projet aéronautique chez Safran Aircraft Engines.

Un centre spatial avec un ou des pas de tir est-il imaginable ? L'Afrique dispose d'atouts techniques et géographiques avec des régions désertiques autour de l'Équateur, zone privilégiée pour les lancements vers des orbites géostationnaires. Pour profiter de l'effet de fronde due à la rotation de la Terre, les tirs devront avoir lieu vers l'est, vers la mer, elle aussi désertique, ce qui est souhaitable en cas de crash... Pour accueillir les cargos transportant les fusées, un port en eau profonde est



requis. Mais au cosmodrome de Baïkonour au Kazakhstan, une voie ferrée permet de tout acheminer. Le Kenya comme les pays voisins disposent de tels sites. Reste une stabilité

politique à garantir aux investisseurs prêts à lâcher quinze milliards de dollars pour créer un tel centre spatial.

Par Thierry Vigoureux